



## EGYPTE-CONGO

# Abdel Fattah Al-Sissi et Denis Sassou N'Guesso prônent la résolution pacifique des conflits

Lors d'un échange téléphonique avec son « frère » Denis Sassou N'Guesso, le président de la République Arabe d'Égypte, Abdel Fattah Al-Sissi, lui a adressé ses félicitations pour sa réélection à la présidence de la République du Congo. Les deux dirigeants ont évoqué la nécessité de résoudre les conflits auxquels sont confrontés certains pays africains par des moyens pacifiques.

Cette option est une manière de préserver les ressources, les populations, la souveraineté et permettre le progrès et la prospérité. Concernant leurs pays respectifs, ils ont souligné leur volonté de poursuivre la collaboration afin de renforcer les liens de coopération entre le Caire et Brazzaville, conformément aux aspirations et aux intérêts des deux peuples frères, et de maintenir la coordination bilatérale dans les cadres régionaux et internationaux.

Page 16



Les présidents Denis Sassou N'Gueso et Abdel Fattah Al-Sisi / DR

## AFRIQUE CENTRALE

### La Banque mondiale investit dans les chaînes de valeurs forestières

Le Groupe de la Banque mondiale vient d'approuver une nouvelle opération de 394,83 millions de dollars destinés à transformer les économies forestières durables du Bassin du

Congo, en Afrique centrale. Financé par l'Association internationale de développement, le programme permettra, dans sa première phase, d'améliorer la gestion forestière et de renfor-

cer les chaînes de valeurs forestières dans l'objectif de créer 220 000 emplois au Cameroun, en Centrafrique et en République du Congo.

Page 16

## VOLONTARIAT

### Des jeunes congolais en mission de service civique en France

Dix volontaires congolais ont quitté Brazzaville, le 6 avril, pour une mission de service civique de six mois en France. Ce projet est le fruit du protocole d'accord signé en juin 2025 entre l'Ambassade de France, l'opérateur France volontaires et le ministère de la Jeunesse. Durant leur séjour, ces jeunes interviendront sur des thématiques liées à la transition écologique, l'engagement citoyen, l'égalité des genres, le sport et le développement durable.

Page 8



Les jeunes volontaires posant avec les officiels / Adiac

## FÉCOFOOT

### Le Comité exécutif appelé à poursuivre ses activités



La Fécofoot en session de travail avec la Fifa / DR

La Fédération internationale de football association (Fifa) a encouragé, le 3 avril, au cours d'une séance de travail par visioconférence, le Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécotot) de poursuivre ses activités conformément aux statuts, notwithstanding la condamnation du pré-

sident, du secrétaire général et du chef du département des finances par la justice congolaise. Page 9

**Éditorial**  
**Supplication**  
Page 2

## ÉDITORIAL

## Supplication

Dans le vacarme des déflagrations qui déchirent le Moyen-Orient, quelques chancelleries appellent les parties au conflit à la désescalade. La Chine et le Pakistan sont engagés sur cette voie et l'ont fait savoir lors d'une rencontre de leurs ministres des Affaires étrangères, le 1er avril, à Pékin, la capitale chinoise, en proposant un plan de sortie de crise en cinq points. Pour leur part, l'Indonésie et la Malaisie s'étaient déclarées, le 28 mars, disposées à faciliter le dialogue entre Israël, les Etats-Unis et l'Iran.

Sur le terrain, aucun signe tangible d'apaisement n'est signalé de part et d'autre et les belligérants ne semblent pas avoir dit leur dernier mot. Tel-Aviv et Washington déclarent poursuivre l'objectif de « casser » le régime en place à Téhéran qui de son côté n'entend pas abdiquer. Ce n'est pas un dialogue de sourds, mais un dialogue assourdissant dont les seuls interlocuteurs sont les missiles de tous calibres que l'on sait évidemment bavards.

Aux propositions formelles des capitales asiatiques que n'ont pas choisi d'écouter les trois pays en guerre s'est ajoutée, fin mars, une demande poignante de cessation des hostilités. Portée par le président Abdel Fattah Al-Sissi, elle se singularise par son accent humanitaire. Le dirigeant égyptien ne propose pas de plan particulier, il s'adresse directement à son homologue américain sachant que Washington est l'acteur majeur de cette guerre.

« Je m'adresse au président Trump pour lui dire : personne sauf toi ne peut arrêter la guerre dans le Golfe (...). S'il te plaît, aide-nous à arrêter la guerre, tu en es capable (...). « Je m'adresse à toi au nom de l'humanité. Et au nom de tous les amoureux de la paix, et toi, monsieur le président, tu fais partie de ceux qui aiment la paix ». Comme on le voit, c'est une imploration, une supplication.

En d'autres termes on pourrait traduire : « Oui, tu es fort, ton pays l'est aussi, mais prouve que tu es puissant, que ton pays l'est également ». Parole d'un ancien : « Qui domine les autres est fort, qui se domine est puissant ».

Les Dépêches de Brazzaville

## DISPARITION

## Philippe Mvouo repose pour l'éternité à Kellé

Décédé le 18 février 2026 à Orléans, en France, à l'âge de 75 ans, l'ancien ministre, ancien président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) et ancien membre du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT), Philippe Mvouo, a été inhumé le 3 avril à Kellé, dans le département de la Cuvette-Ouest. La République reconnaissante et le PCT lui ont rendu des derniers hommages le 2 avril à Brazzaville.



Pierre Ngolo s'inclinant devant la mémoire de Philippe Mvouo/DR

Les corps constitués nationaux ont rendu un dernier hommage à l'illustre disparu au Palais des congrès de Brazzaville, en présence du président du Sénat, Pierre Ngolo, et du président du Haut Conseil de l'audiovisuel et de la communication de la République démocratique du Congo, Christian Bossembé. Ancien ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique de 2002 à 2004 ; des Postes et Télécommunications, chargé des Nouvelles technologies de 2004 à 2006 ; de la Pêche et des Ressources halieutiques (2006-2007), Philippe Mvouo a dirigé le CSLC pendant 13 ans, soit de 2012 à 2025.

Le président du CSLC, Médard Milan-dou Songa, dans son oraison funèbre, a mentionné les mérites professionnels de Philippe Mvouo qui dépassaient, d'après lui, les frontières de son pays le Congo, qu'il a servi dignement et loyalement jusqu'à son dernier souffle. Né le 14 septembre 1951 à Kellé, Philippe Mvouo commence sa carrière professionnelle comme enseignant contractuel affecté au CEG de Mossendjo,

dans le Niari. Il accomplit, par la suite, son sacerdoce tour à tour aux CEG de Nganga-Lingolo, Kibossi, Linzolo dans le Pool, et Gampo-Olilou à Brazzaville avant d'enseigner aux lycées de Gamboma et de la Révolution. Enseignant coopérant en Angola, il a également enseigné à l'Ecole nationale moyenne d'administration de Brazzaville.

Peu avant l'hommage de la République, son parti le PCT lui a témoigné aussi de sa reconnaissance au cours d'une cérémonie organisée au siège fédéral à Mpila, sous la direction de son secrétaire général, Pierre Moussa. En effet, cadres et militants du parti ainsi que parents, amis et connaissances étaient tous rassemblés pour dire leurs adieux à Philippe Mvouo. « Homme politique, le camarade Philippe Mvouo a affronté le suffrage universel et a été élu député de la circonscription électorale unique de Kellé pour la mandature 2002 à 2007. Secrétaire du bureau communal du PCT de la ville de Brazzaville, chargé de l'éducation en 2020, Philippe Mvouo, en

tant qu'homme politique, a atteint son apogée avec son élection au Bureau politique du PCT à l'issue du cinquième congrès extraordinaire », a retracé le secrétaire à l'organisation du comité PCT Djiri, Yvon Roger Koukébé, dans l'oraison funèbre. S'exprimant au nom de la famille, Raymond Vincent Ombaka a reconnu que l'attention et le soutien du parti leur ont été d'une grande portée pendant cette douloureuse épreuve. « La famille, par ma voix, adresse au Parti congolais du travail ses sincères et respectueux remerciements pour l'assistance multiforme qu'il a bien voulu lui apporter depuis le décès du camarade Philippe Mvouo, tout particulièrement à son président, son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, président de la République, à M. Pierre Moussa, secrétaire général du parti, ainsi qu'à tous les militants et sympathisants du PCT », a-t-il témoigné.

Le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, quant à lui, a salué la mémoire d'un homme dont l'engagement aura laissé une empreinte durable dans son milieu : « C'est la tristesse, une tristesse infinie. Une fois de plus, après Firmin Ayessa, c'est maintenant Mvouo et nous savons que c'est le chemin de tout le monde, mais le camarade Philippe Mvouo a été un grand camarade, un grand patriote et un membre du parti très fidèle et actif. Il a rendu des services au pays qui sont éminents, sérieux, nous le regrettons », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/  
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE  
Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## NOUVEAU QUINQUENNAT

## L'Assemblée nationale réaffirme sa disponibilité à accompagner Denis Sassou N'Guesso

La chambre basse du Parlement, dans une déclaration rendue publique le 2 avril à Brazzaville par la voix de son deuxième secrétaire, Alain Pascal Leyinda, a assuré le président de la République réélu, Denis Sassou N'Guesso, de sa pleine disponibilité à accompagner, « dans un cadre républicain, constructif, toute initiative visant à améliorer les conditions de vie de la population et à promouvoir un avenir de prospérité partagée ».



Alain Pascal Leyinda rendant la déclaration publique/Adiac

L'Assemblée nationale, en effet, a adressé ses « très vives et sincères félicitations » à Denis Sassou N'Guesso, pour sa réélection à la magistrature suprême du pays, au terme de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars derniers. Les députés ont salué, par ailleurs, le climat de paix, de sérénité et d'adhésion populaire observé tout au long du processus électoral.

« Telle est la preuve tangible du renforcement progressif de notre culture démocratique. Ce renouvellement de la confiance populaire s'inscrit dans la continuité des institutions républicaines et traduit l'attachement du peuple congolais à la stabilité, à la paix et à la poursuite de l'œuvre de construction nationale sous

le leadership éclairé de Denis Sassou N'Guesso », a soutenu Alain Pascal Leyinda. Il a rendu un hommage appuyé au peuple congolais, dont la « maturité politique, le civisme et le sens de responsabilité ont été, une fois encore, des plus exemplaires par sa mobilisation pacifique et sa foi dans la constitution et la continuité des institutions de la République ».

L'Assemblée nationale se félicite ensuite de la vitalité et de la consolidation de la démocratie congolaise. Ce qui se manifeste à travers l'organisation régulière des échéances électorales « crédibles et transparentes », fondement essentiel de l'État de droit et de la légitimité des institutions. Elle a également souligné le rôle

majeur joué par les représentants du peuple, qui ont contribué avec engagement et responsabilité à l'encadrement du processus démocratique, à la sensibilisation de leurs mandants et au maintien de la cohésion sociale. Tout ceci dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

« Ce rôle, l'Assemblée nationale le poursuivra avec détermination, dans le respect de ses missions constitutionnelles. Les députés de la République se réjouissent de ce que les Congolais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, de la forêt à la savane, qui ont tant souhaité que Denis Sassou N'Guesso fasse preuve de candidature, ont tenu parole en plébiscitant l'enfant d'Edou qui est le seul à même à conduire le Congo au développement inclusif », a poursuivi le deuxième secrétaire de la chambre basse.

La chambre basse a souligné, enfin, la nécessité d'accélérer la marche, comme le recommande le président élu. « Consciente des défis qui s'imposent à la Nation, l'Assemblée nationale réaffirme son engagement résolu à œuvrer, aux côtés des autres institutions de la République, pour la consolidation durable de la paix, le renforcement de l'unité nationale et l'accélération du développement économique et social du Congo », a conclu Alain Pascal Leyinda.

Parfait Wilfried Douniama

## ÉTUDES

## Le rapport du CEO remis à la direction générale de l'énergie

Le rapport du Centre d'excellence d'Oyo (CEO) sur le diagnostic des politiques, cadre légal et réglementaire des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en République du Congo, remis officiellement à la direction générale de l'énergie, contient des recommandations visant à améliorer la réglementation du secteur.



Remise du rapport du CEO/DR

Dans le rapport mis à la disposition de la direction générale de l'énergie, le CEO a identifié les obstacles au développement des énergies renouvelables. « Aujourd'hui, nous voulons avoir un mix énergétique, mais les technologies à énergies renouvelables demeurent encore inaccessibles. Les obstacles à l'accès à ces technologies sont d'ordre réglementaire. Il était donc important pour nous de proposer des mesures liées au développement de ces énergies en remettant officiellement ce rapport à la direction générale de l'énergie qui est chargée de la mise en œuvre des recommandations formulées », a expliqué Royal Louembet, un expert en énergies renouvelables évoluant au CEO.

Pour sa part, Émile Tsakala, conseiller en stratégie de développement du secteur de l'électricité, a salué le travail réalisé par le CEO. « Les recommandations formulées dans ce rapport vont permettre de prendre en compte les énergies renouvelables afin d'améliorer l'accès de la population à l'électricité », a-t-il fait savoir. Il a promis de tout mettre en œuvre pour traduire dans les faits lesdites recommandations.

Il convient de préciser que la remise du rapport sur le diagnostic des politiques, cadre légal et réglementaire des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en République du Congo a été précédée d'une séance de relecture ayant permis à l'ensemble des parties prenantes de l'amender. Ainsi, Patrick Nsemi, représentant de la directrice exécutive du CEO, a remercié les participants pour leurs propositions et conseils. « Nous allons continuer à compter sur vous pour qu'ensemble, nous puissions mener à bien nos missions respectives pour l'essor des énergies renouvelables », a-t-il assuré.

Rominique Makaya

## LE FIN MOT DU JOUR

## Aux Léopards de Léo

C'est fait. Cette fois-ci est la bonne. Au terme d'un long parcours, les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) ont arraché leur qualification à la Coupe du monde de football.

Co-organisée du 11 juin au 26 juillet par le Canada, les États-Unis et le Mexique, la compétition reçoit pour la première fois soixante nations dont dix du continent africain : Afrique du Sud, Egypte, Algérie, Côte d'Ivoire, Cap-Vert, RDC, Maroc, Sénégal, Tunisie, Ghana.

La toute première fois que les Léopards (de l'ex Zaïre à l'époque) avaient enfilé le maillot à ce niveau des « hostilités », en 1974, en Allemagne de l'Ouest, le résultat fut catastrophique. On se souvient encore du 9-0 face à la Yougoslavie, mais c'était il y a longtemps.

Aujourd'hui, l'expérience est tout autre. Les hommes de Sébastien Desabre ont prouvé qu'ils peuvent aller loin. À la veille du match de barrage gagné contre la Jamaïque, la plus haute autorité du pays, le

président Félix Tshisekedi, vêtu en « Léopard », avait apporté son plein soutien aux « gosses » les exhortant avec leur coach à s'engager à fond dans la discipline et la solidarité. Le résultat du 31 mars soir, ils peuvent tous se le partager.

Brazzaville, toute proche, a suivi le tout au jour le jour ou presque, félicité ses voisins et suivra l'événement en appuyant les dix qualifiés du continent.

Aux Léopards de Kin ou Kinshasa (Léo ou Léopoldville conservant la symbolique historique comme étant l'ancien nom de la capitale de RDC), nous adressons un message d'accompagnement :

« Lors de votre voyage vers les Amériques, apportez avec vous un peu d'eau du fleuve Congo, elle renforcera votre rage légitime de prendre des points et gagner des places. Surtout en prenant garde que nul ne vous la vole, cette onde précieuse ! »

Gankama N'Siah



## AVIS D'APPEL À CANDIDATURES

**Projet : Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo.**

**Titre du poste :** CHARGÉ(E) D'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

**Durée du contrat :** Une (01) année renouvelable

**Lieu d'affectation :** Brazzaville (avec déplacements sur le terrain)

### 1. DESCRIPTION DU PROJET

Le poste de Chargé(e) d'Administration et des Finances est rattaché à la Direction Nationale du Projet « Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo ». Ce projet, d'une durée de 5 ans, bénéficie du soutien financier du Fonds d'Adaptation. Le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo (MEDDBC) en est l'« Entité d'Exécution », en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), agissant en tant qu'« Entité Multilatérale de Mise en Œuvre ».

Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition par des mesures d'adaptation climatique, avec une attention particulière pour les populations autochtones, les petits exploitants agricoles et la participation des femmes. Il couvre trois départements prioritaires : la Bouenza, la Likouala et la Sangha.

### 2. MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous la supervision directe du Directeur National du Projet, le /la titulaire aura pour missions principales :

Gestion Administrative et Financière :

- Assurer le suivi des relations administratives et financières avec le PAM ;
- Co-gérer le compte spécial du Projet en collaboration avec le Responsable des services financiers du PAM-Congo ;
- Exécuter les tâches comptables et financières relatives aux activités financées par les fonds transférés ;
- Assurer le suivi des opérations bancaires (engagements, retraits, règlements et rapprochements) ;
- Produire et soumettre les rapports de suivi financier mensuels et trimestriels ;
- Préparer les pièces justificatives des dépenses pour les audits et revues trimestrielles ;
- Assurer le respect rigoureux des politiques, procédures et règlements financiers convenus avec le PAM.

#### Responsabilités Additionnelles :

- Veiller à la conformité des procédures de passation de marchés selon les articles V

et VI du Memorandum signé entre le MEDDBC et le PAM ;

- Superviser l'exécution des contrats de fournitures de biens et services conformément aux spécifications techniques ;
- Collaborer avec les Ressources Humaines du PAM pour la formation des équipes de terrain sur les questions de gestion ;
- Conseiller le Directeur National sur la situation financière globale (budgets approuvés, contributions disponibles, taux de décaissement) ;
- Assurer la gestion du patrimoine, des locaux et veiller au respect des normes de sécurité au travail ;
- Préparer et accompagner les missions d'audit financier et mettre en œuvre leurs recommandations.

### 3. QUALIFICATIONS REQUISES

**Formation :** Diplôme universitaire (Bac+3 minimum) en gestion, comptabilité, finance ou administration.

**Expérience :** Minimum 5 ans d'expérience professionnelle à un poste de responsabilité croissante dans la gestion financière.

**Compétences :** Maîtrise des outils de gestion comptable et du patrimoine. Une expérience dans la gestion de projets nationaux ou régionaux est indispensable.

**Atout :** Une expérience préalable au sein d'une agence du Système des Nations Unies (particulièrement le PAM) est fortement souhaitée.

**Langue :** Parfaite maîtrise du français (écrit et oral).

### 4. MODALITÉS DE SOUMISSION

Les dossiers de candidature doivent être adressés à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et déposés :

- Physiquement : Immeuble Man'Grite, 4ème étage, Plateau-ville-Brazzaville ;
- Électroniquement : [secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg](mailto:secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg) avec pour objet : « Candidature au poste de Chargé(e) d'Administration et des Finances ».

Le dossier doit comprendre :

- Un Curriculum Vitae détaillé ;
- Une lettre de motivation ;
- Les contacts de deux personnes de référence.

**Date limite :** 08 avril 2026 à 15h30.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. Le projet applique une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude, de la corruption et de toutes formes de harcèlement.

## AVIS D'APPEL À CANDIDATURES

**Projet : Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo.**

**Titre du poste :** CHEF(FE) DE COMPOSANTE 2 – SERVICES CLIMATIQUES

**Durée du contrat :** Une (01) année renouvelable

**Lieu d'affectation :** Brazzaville (avec déplacements sur le terrain)

### 1. DESCRIPTION DU PROJET

Le poste de Chef(fe) de Composante 2 – Services climatiques est ouvert dans le cadre du projet « Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo ». Financé par le Fonds d'Adaptation, ce projet est exécuté par le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo (MEDDBC), en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM). L'objectif global est d'améliorer la résilience et la sécurité alimentaire des communautés vulnérables face aux effets du climat dans les départements de la Bouenza, de la Likouala et de la Sangha.

La Composante 2 se concentre spécifiquement sur la génération et la diffusion d'informations climatologiques pour aider les ménages à mieux gérer les risques météorologiques.

### 2. MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous la supervision du Directeur National du Projet, le /la titulaire est responsable de la coordination technique et opérationnelle

de la Composante 2.

Pilotage Institutionnel et Technique :

- Assurer le suivi de l'accord entre le MEDDBC et le Ministère des Transports, de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale (MTACMM), en lien étroit avec l'ANAC (Agence Nationale de l'Aviation Civile) ;
- Appuyer la mise en œuvre du plan de travail technique de l'ANAC et superviser le renforcement des capacités de ses agents ;
- Superviser l'installation et la maintenance des équipements météorologiques sur les sites ciblés ;
- Garantir l'intégration des dimensions transversales (genre, inclusion des populations autochtones, durabilité) dans toutes les activités ;
- Diffusion des Services Climatiques ;
- Coordonner la diffusion d'informations climatiques via les radios communautaires, les instituts techniques et les partenaires locaux ;
- Faciliter le travail des leaders climatiques locaux agissant comme relais auprès des communautés ;
- Assurer une synergie fonctionnelle avec le /la Chef(fe) de Composante 3 pour que les données climatiques orientent directement les décisions agricoles et productives.

Suivi et Reporting :

- Élaborer et suivre les plans d'activités trimestriels et annuels de la composante ;

Produire les rapports techniques périodiques intégrant les indicateurs de performance, de genre et de sauvegarde environnementale ;

Collaborer avec le Ministère de l'Agriculture pour le suivi des agents de vulgarisation et la gestion des pluviomètres régionaux.

### 3. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES

**Formation :** Diplôme universitaire (Bac+5) en climatologie, agrométéorologie, environnement, géographie ou domaine connexe.

**Expérience :** Minimum 5 ans dans la gestion de projets liés à l'information climatique, à la résilience ou à la gestion des risques de catastrophes.

**Expertise :** Expérience avérée dans la coordination interinstitutionnelle et la gestion de partenariats techniques (idéalement avec des services météo nationaux).

**Compétences :** Maîtrise des outils de diffusion communautaire et des enjeux d'adaptation en milieu rural.

**Atouts :** Excellentes capacités rédactionnelles, sociabilité pour le dialogue communautaire, et connaissance des enjeux liés aux populations autochtones.

### 4. PERFORMANCE ET PARTENARIATS

Le /la candidat(e) devra faire preuve de :

- Proactivité : Capacité à anticiper les blocages institutionnels et à proposer des solu-

tions créatives.

**Leadership :** Aptitude à mobiliser des partenaires variés (publics, privés, ONG) autour des objectifs du projet.

**Adaptabilité :** Capacité à travailler en situation de stress et à effectuer des déplacements fréquents sur le terrain.

### 5. MODALITÉS DE SOUMISSION

Les dossiers de candidature doivent être adressés à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et déposés :

- Physiquement : Immeuble Man'Grite, 4ème étage, Plateau-ville-Brazzaville ;
- Électroniquement : [secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg](mailto:secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg) avec pour objet : « Candidature au poste de Chef(fe) de composante 2 – Services Climatiques ».

**Le dossier doit comprendre :**

- Un Curriculum Vitae détaillé ;
- Une lettre de motivation ;
- Les contacts de deux personnes de référence.

**Date limite :** 08 avril 2026 à 15h30.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. Le projet applique une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude, de la corruption et de toutes formes de harcèlement.

## FILIÈRE BOIS DOMESTIQUE

## Un secteur clé en quête de structuration

Les principaux acteurs de la filière bois domestique au Congo se sont réunis, le 2 avril à Brazzaville, pour examiner les résultats d'une étude nationale sur la chaîne de valeur. Cette démarche vise à mieux comprendre ce secteur stratégique, encore largement informel, et à poser les bases d'une transformation durable et compétitive au service de l'économie congolaise.

Organisé par l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), l'atelier de restitution finale de l'étude consacrée à la chaîne de valeur du bois domestique en République du Congo a mobilisé les représentants des ministères sectoriels, du secteur privé, de la société civile, des centres de formation, ainsi que des partenaires techniques et financiers. Cette rencontre a permis de présenter les conclusions de l'étude et de recueillir les observations des parties prenantes afin d'enrichir le rapport final. Il s'agissait également de mieux cerner les enjeux d'un secteur longtemps sous-estimé, mais essentiel pour l'économie nationale.

Selon Catherine Vivien du cabinet FRMI-Becaf Congo, cette étude, bien que centrée sur le marché domestique, s'inscrit dans une dynamique plus large. « La filière bois congolaise est aussi tournée vers l'export et joue un rôle important dans le bassin du Congo », a-t-elle souligné. L'étude explore l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis l'exploitation artisanale jusqu'à la transformation finale, avec un accent sur les acteurs, leurs contraintes et leurs besoins. Menée notamment à Brazzaville, Pointe-Noire, Sibiti et Ouesso, l'enquête révèle l'ampleur du secteur.



Les parties prenantes à l'ouverture de l'atelier/Adiac

Chaque année, environ 150 000 m<sup>3</sup> de bois scié alimentent les centres urbains, ce qui correspond à plus de 250 000 m<sup>3</sup> de prélèvements en forêt. Un volume significatif, représentant près de 20 % de la production industrielle, mais reposant sur une multitude d'acteurs artisanaux.

Cette forte présence d'intervenants, souvent peu formés et évoluant dans l'informel, a noté Catherine Vivien, constituée à la fois une richesse sociale et un défi majeur. Le secteur génère de nombreux emplois, mais souffre d'un manque de structuration, de formation

technique et d'accès au financement. À cela s'ajoutent des pratiques parfois peu respectueuses de l'environnement, liées notamment à l'absence de maîtrise des règles et normes forestières.

Face à ces constats, le projet « Appui au secteur privé – marché intérieur du bois », financé par l'Union européenne (UE), entend apporter des solutions concrètes. Comme l'a expliqué Alain Bertin Totsop, représentant de l'ATIBT, l'ambition est de rendre la filière plus compétitive et durable. Cela passe par la structuration des acteurs, le renforcement de leurs

capacités techniques, opérationnelles et financières, ainsi que par une meilleure organisation du marché domestique. Deux axes majeurs guident ce projet, a-t-il précisé, l'amélioration de la gestion durable des ressources forestières et l'accompagnement des petites et moyennes entreprises du secteur.

L'étude présentée constitue ainsi une étape clé pour orienter les actions futures et adapter les interventions aux réalités du terrain, estime-t-on. D'après le chef de cabinet de la ministre de l'Économie forestière, Guy Saturnin Tsotsa, cette initiative vient consolider

les efforts entrepris par le gouvernement congolais depuis 2010, notamment à travers les réformes juridiques et l'accord de partenariat volontaire signé avec l'UE. Les autorités entendent également encourager la transformation locale du bois, encore insuffisante, afin d'accroître la valeur ajoutée nationale et les recettes de l'État. Aujourd'hui, l'orientation majoritairement exportatrice du bois industriel limite les retombées économiques locales, avec un manque à gagner estimé à près de deux milliards F CFA.

Fiacre Kombo

## CHU-B

## Des produits de santé offerts au service néonatalogie

Dans le cadre de ses actions sociales, l'association internationale Globus a offert, le 31 mars, en partenariat avec le mouvement Avenir, un don en produits de santé au service néonatalogie du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville.

Le don réceptionné par les responsables du service néonatal est composé de kits de soins essentiels et de consommables médicaux qui permettront de renforcer la capacité de prise en charge des nouveau-nés, particulièrement les prématurés.

Pour les médecins de ce service, le geste marque une volonté d'accompagner le personnel soignant qui œuvre quotidiennement pour réduire le taux de mortalité néonatale. « Nous sommes dans un service où les conditions de travail sont très difficiles. La majorité des enfants admis est démunie et le peu qu'on nous donne pour sauver ces enfants ne peut que nous réjouir », a déclaré l'infirmier Alain Lazare Gandounou.

Selon les responsables, les besoins seraient énormes dans le service et il manquerait presque de tout pour pouvoir



La présidente de Globus remettant le don aux infirmières/Adiac

exercer le métier sans inquiétude. « Si cette collaboration pouvait se pérenniser, ceci nous serait très bénéfique », ont-ils indiqué.

L'association Globus, déjà active dans d'autres secteurs comme l'éducation et l'accès à l'eau potable à Brazzaville, confirme ainsi sa stratégie de proximité. Après avoir inauguré des forages le mois dernier et offert des dons dans plusieurs écoles, elle se tourne désormais vers la santé maternelle et infantile. « La santé constitue le fondement essentiel de toute une vie. Sans elle, aucun autre avantage n'a de véritable valeur. Nous espérons que cette modeste contribution servira à améliorer l'état des patients et à leur redonner la joie de vivre », a rappelé la présidente de l'association Globus, Yulia Berg.

Jean Pascal Mongo-Slyhm



## AVIS D'APPEL À CANDIDATURES

**Projet : Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo.**

**Titre du poste :** DIRECTEUR NATIONAL DU PROJET (FONDS D'ADAPTATION)

**Lieu d'affectation :** Brazzaville (République du Congo)

**Durée du contrat :** Une (01) année renouvelable

### 1. DESCRIPTION DU PROJET

Le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo (MEDDBC), en tant qu'entité d'exécution, et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), en tant qu'entité multilatérale de mise en œuvre, déploient sur une période de 5 ans un projet majeur financé par le Fonds d'Adaptation.

Ce projet vise à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des populations les plus vulnérables (communautés autochtones et petits exploitants agricoles) face aux dérèglements climatiques. L'intervention cible prioritairement les départements de la Bouenza, de la Likouala et de la Sangha.

### 2. MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous l'autorité du Directeur Général du Développement Durable (MEDDBC) et en collaboration étroite avec la Coor-

dination du PAM, le Directeur National du Projet (DNP) assure la haute direction technique, politique et administrative de l'unité de gestion.

Pilotage et Planification :

- Coordonner la mise en œuvre de toutes les composantes du projet conformément au cadre logique ;
- Élaborer le Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB) et identifier les risques potentiels ainsi que les mesures d'atténuation ;
- Présider le Comité de Pilotage et organiser les sessions du Comité Consultatif ;
- Gestion Administrative et Financière ;
- Garantir l'application rigoureuse des Procédures Opérationnelles Standard (POS) et des lignes directrices du PAM ;
- Superviser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles de la Direction Nationale ;
- Valider les actes administratifs, financiers et les demandes de paiement conformément au Memorandum d'Accord ;
- Suivi-Évaluation et Reporting :
- Superviser la production des rapports trimestriels et annuels (narratifs et financiers) pour vérification par le PAM avant soumission au Fonds d'Adaptation ;
- S'assurer de la cohérence et de la

synergie avec les autres initiatives de développement dans les zones d'intervention ;

• Veiller à l'intégration transversale des questions de genre et de protection sociale des populations autochtones.

### 3. PROFIL REQUIS

**Qualifications académiques :**

- Diplôme universitaire de niveau Bac+5 (Master) en Sciences de l'Environnement, Agronomie, Économie, Développement International, Climatologie ou domaine connexe.

**Expérience professionnelle :**

- Minimum 8 ans d'expérience pertinente dans la gestion de projets de grande envergure, idéalement liés à l'adaptation climatique ou au financement vert ;
- Expérience confirmée dans l'établissement de partenariats stratégiques avec les organismes internationaux (ONU, Bailleurs de fonds) et les institutions publiques.

**Compétences techniques :**

- Maîtrise de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et des outils de suivi-évaluation ;
- Excellentes capacités rédactionnelles et de plaidoyer ;

• Maîtrise parfaite du français et bonne connaissance professionnelle de l'anglais ;

• Capacité à travailler sous haute pression et à effectuer des missions fréquentes en zones rurales enclavées.

### 4. MODALITÉS DE SOUMISSION

Les dossiers de candidature doivent être adressés à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et déposés :

- Physiquement : Immeuble Man'Grite, 4<sup>e</sup> étage, Plateau-ville-Brazzaville ;
- Électroniquement : [secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg](mailto:secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg) avec pour objet : « Candidature au poste de Directeur National du Projet FA ».

Le dossier doit comprendre :

- Un Curriculum Vitae détaillé ;
- Une lettre de motivation ;
- Les contacts de deux personnes de référence.

Date limite : 08 Avril 2026 à 15h30.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. Le projet applique une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude, de la corruption et de toutes formes de harcèlement.

## AVIS D'APPEL À CANDIDATURES

**Projet : Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo.**

**Titre du poste :** SPÉCIALISTE EN SUIVI-ÉVALUATION

**Durée du contrat :** Une (01) année renouvelable

**Lieu d'affectation :** Brazzaville (avec déplacements sur le terrain)

### 1. DESCRIPTION DU PROJET

Le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo (MEDDBC), en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), met en œuvre un projet de 5 ans financé par le Fonds d'Adaptation. Ce projet vise à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des communautés vulnérables (populations autochtones, petits exploitants, femmes) face aux effets du changement climatique.

Le projet s'articule autour de trois composantes :

- Renforcement des connaissances et des capacités institutionnelles ;
- Diffusion de services climatiques et météorologiques pour les ménages ;
- Mise en œuvre de mesures d'adaptation dans les activités productives.

Le suivi-évaluation est au cœur de cette stratégie pour garantir la gestion des risques multisectoriels, l'analyse des données désagrégées par sexe et l'inclusion des groupes vulnérables.

### 2. MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous la supervision directe du Directeur National du Projet, le/la Spécialiste en Suivi-Évaluation (S&E) est responsable de la conception et de l'animation du système de suivi des performances et des résultats du projet.

Ses principales missions incluent :

- Conception et Pilotage : Mettre en place et opérationnaliser le cadre logique et le plan de suivi-évaluation du projet ;
- Collecte et Analyse : Coordonner la collecte des données sur le terrain, assurer leur désagrégation (genre, âge, statut) et leur analyse pour mesurer l'impact réel sur les bénéficiaires ;
- Appui Technique : Soutenir les équipes basées dans les départements (Bouenza, Likouala, Sangha) dans la planification et l'exécution de leurs activités de S&E ;
- Reporting : Consolider les rapports de suivi réguliers et produire les documents d'analyse requis pour le MEDDBC, le PAM et le Fonds d'Adaptation ;
- Formation : Élaborer et dispenser des modules de formation sur le S&E au profit des partenaires et du personnel du projet ;
- Synergie Institutionnelle : Contribuer à l'intégration des données du projet dans les plans nationaux (Plan National

Climat, Stratégie d'adaptation de la COMIFAC, etc.).

### 3. COMPÉTENCES ET APTITUDES

- Maîtrise de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et des cadres de redevabilité ;
- Capacité à concevoir des outils de collecte de données (enquêtes, bases de données, applications statistiques) ;
- Expertise dans l'analyse transversale (genre, vulnérabilités sociales, populations autochtones) ;
- Aptitude à rédiger des rapports techniques clairs et synthétiques ;
- Sens de l'organisation, respect des délais et capacité à travailler en équipe multidisciplinaire ;
- Connaissance des politiques nationales liées à la sécurité alimentaire et au climat.

### 4. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES

**Formation :** Diplôme universitaire (Bac+3 minimum, Bac+5 souhaité) en Statistique, Économie, Gestion de projet, Sciences sociales ou domaine connexe ;

**Expérience :** Minimum 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du Suivi-Évaluation, idéalement dans la conduite d'enquêtes multisectorielles ;

Atout : Expérience préalable dans des projets de développement nationaux ou régionaux financés par des partenaires internationaux (ONU, Fonds Vert, etc.) ;

Langue : Parfaite maîtrise du français. La connaissance de langues locales des zones d'intervention est un avantage.

### 5. MODALITÉS DE SOUMISSION

Les dossiers de candidature doivent être adressés à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et déposés :

- Physiquement : Immeuble Man'Grite, 4<sup>e</sup> étage, Plateau-ville-Brazzaville ;
- Électroniquement : [secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg](mailto:secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg) avec pour objet : « Candidature au poste de Spécialiste Suivi-Évaluation ».

Le dossier doit comprendre :

- Un Curriculum Vitae détaillé ;
- Une lettre de motivation ;
- Les contacts de deux personnes de référence.

Date limite : 08 avril 2026 à 15h30.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. Le projet applique une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude, de la corruption et de toutes formes de harcèlement.

## CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

## Des députés en visite au poste THT de Mbouono

Une délégation des députés membres de la Commission économie, finances et contrôle de l'exécution du budget, ainsi que ceux de la Commission plan, aménagement du territoire, infrastructures et développement local de l'Assemblée nationale, conduite par Maurice Mavoungou, a visité le 2 avril le poste Très haute tension (THT) de Mbouono, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, Madibou.

Accueillis à leur arrivée sur le site par le directeur général de la société Energie électrique du Congo (E<sup>2</sup>C), Jean Bruno Danga Adou, les parlementaires ont eu droit aux explications sur le poste de Boueno qui reçoit également une partie de l'électricité en provenance de Kinshasa. Après cette visite guidée, le président de la Commission économie et finances de l'Assemblée nationale, Maurice Mavoungou, est revenu sur son bien-fondé.

« Nous avons voulu prévenir l'urgence en trouvant des solutions qui sont les nôtres financièrement, dans la loi de finances de 2026. Nous l'avons commencé déjà en 2025. Quand nous nous sommes aperçus que la redevance audiovisuelle n'était pas gérée de manière satisfaisante, nous avons pensé vous donner la responsabilité de pouvoir utiliser cette ressource pour que l'électrification rurale ne soit pas une vue de l'esprit. C'est ainsi qu'avec beaucoup d'intérêt, vous avez fini par réaliser l'électrification de Kinkala jusque dans les pays de Boko. A l'instant de ce que nous avons vu dans le Pool, nous avons pensé qu'il fallait porter une dimension un peu plus importante à cette expérience en envisageant l'électrification urbaine et rurale », a expliqué Maurice Mavoungou.

Il a également annoncé l'inscription, dans la loi de finances, exercice 2026, d'une ressource pérenne pour l'électrification des villes et rurales. Traduisant la satisfaction des parlementaires



suite au travail réalisé, il a reconnu que le secteur de l'électricité nécessite suffisamment de ressources financières pour améliorer les conditions de vie de la population mais également pour soutenir l'évolution économique du pays. « Nous ne développerons pas ce pays si nous avons un déficit en électricité. C'est l'occasion pour que nous, les parlementaires, ayons à l'esprit que nous ne pouvons pas accélérer la marche vers le développement si nous n'avons pas suffisamment d'énergie à mettre à la disposition des consommateurs. Cette énergie ne sera pas utile que pour les ménages, mais également pour les opérateurs économiques qui viennent frapper à la porte du Congo, mais réalisent qu'il y a un point bloquant, notamment l'offre en énergie », a poursuivi le président la Commission économie et finances. Il a précisé que cette visite avait égale-

ment pour but de prévenir des situations telles que celle que Brazzaville traverse actuellement avec des perturbations de la fourniture de l'électricité.

#### Construire des barrages de proximité autour de Brazzaville

Membre de la commission Economie et finances de l'Assemblée nationale, Prince Bertrand Bahamboula, de son côté, a rappelé que cette descente fracassante des deux commissions au niveau de ce poste intervient dans un contexte où le président de la République réélu a mis, dans son nouveau projet de société, une action privilégiée sur l'agro-industrie. Un objectif qui ne peut être atteint sans avoir une énergie disponible. « Le chef l'a commencé bien avant en dédiant, notamment sur le volet rural, la redevance audiovisuelle pour appuyer le financement de l'électrification

La délégation des députés pendant la visite / Adiac rurale. Vous avez vu Louingui, on a parlé de Loumou, aujourd'hui on parle de Boko qui sont en cours d'électrification. Dans le cadre de la loi de finances 2026, le président l'a voulu également en décidant qu'une ressource sûre, sécurisée soit orientée vers l'électrification à la fois urbaine et rurale. On parle de la Provision pour investissement diversifié qui a été consacrée 100% à l'électrification rurale et urbaine », a expliqué le député de Mayama, dans le département du Djoué-Léfini. Il a évoqué l'inscription des travaux d'électrification rurale des sous-préfectures des pays de Mpangala, notamment Kindamba, Mayama et Vinza.

Le directeur général d'E<sup>2</sup>C s'est félicité, quant à lui, de l'apport des députés à cette société de service public en proie aujourd'hui aux sérieux problèmes. « A la population, le gouver-

nement et son outil d'action qui est E<sup>2</sup>C, ne baissent pas les bras. Nous sommes là pour chercher à trouver des solutions et amener de l'amélioration. Mais ceci est conditionné par les investissements nécessitant la ressource financière. Donc, la population doit garder l'espoir, faire confiance au gouvernement, faire confiance à la société qui gère ce service public, parce que nous ne baissons pas les bras. Nuit et jour, nous réfléchissons sur les solutions, nous proposons au gouvernement et aux députés qui essaient de regarder comment faire ensemble pour qu'on puisse mettre en pratique ces solutions », a assuré Jean Bruno Danga Adou.

Parlant des difficultés auxquelles la société fait face actuellement, il a pointé du doigt l'urbanisme anarchique de Brazzaville qui ne permet pas à E<sup>2</sup>C de projeter un service public de qualité. Selon lui, la densité des quartiers périphériques est à l'origine de beaucoup de maux dont l'hyper-saturation des câbles électriques qui brûlent chaque jour, occasionnant ainsi des délestages. En termes de suggestions, il a proposé la construction des barrages de proximité autour de Brazzaville, notamment sur le fleuve Congo. « Beaucoup de sites ont été identifiés, Brazzaville est alimentée par des centrales qui sont très éloignées. Si nous ne le faisons pas, nous aurons toujours des problèmes », a-t-il prévenu.

Parfait Wilfried Douniama



## AVIS D'APPEL À CANDIDATURES

Projet : Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo.

**Titre du poste :** CHEF(FE) DE COMPOSANTE 3 – MESURES D'ADAPTATION DANS LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES

**Durée du contrat :** Une (01) année renouvelable

**Lieu d'affectation :** Brazzaville (avec déplacements sur le terrain)

### 1. DESCRIPTION DU PROJET

Le poste de Chef(fe) de Composante 3 – Mesures d'adaptation dans les activités productives est ouvert dans le cadre du projet « Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du Fleuve Congo ». Financé par le Fonds d'Adaptation pour une durée de 5 ans, ce projet est exécuté par le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo (MEDDBC), en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des populations les plus vulnérables (autochtones, petits exploitants, femmes) face aux chocs climatiques dans les départements de la Bouenza, de la Likouala et de la Sangha.

### 2. MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous la supervision du Directeur National du Projet, le/la Chef(fe) de Composante 3 assure la coordination technique et opérationnelle de la mise en œuvre des mesures d'adaptation dans les secteurs productifs. Coordination Technique et Stratégique :

- Piloter la mise en œuvre de la Composante 3 conformément au plan de travail annuel
- Promouvoir l'adoption de pratiques agroécologiques, forestières et économiques résilientes ;
- Assurer l'intégration transversale des dimensions genre, de sauvegarde environnementale et d'inclusion des populations autochtones ;
- Garantir la synergie entre la Composante 3 et la Composante 2 (services climatiques) pour que les données météorologiques orientent les décisions agricoles.

#### Gestion Opérationnelle et Partenariats :

- Superviser la création d'actifs et la Planification Communautaire Participative (PCP) ;
- Finaliser et suivre l'accord de partenariat avec le Ministère chargé de l'Agriculture ;
- Identifier les risques opérationnels et proposer des mesures d'atténuation ;
- Assurer la liaison avec les sous-bureaux du PAM et les services déconcentrés de l'État ;
- Veiller à la conformité des procédures du

PAM et du Fonds d'Adaptation.

#### Suivi, Évaluation et Capitalisation :

- Produire les rapports techniques trimestriels et annuels de la composante ;
- Documenter et capitaliser les bonnes pratiques et les succès du projet ;
- Superviser le « screening » des risques environnementaux et sociaux pour chaque activité ;
- Veiller au fonctionnement des mécanismes de retour d'information (gestion des plaintes) au niveau communautaire.

#### 3. PROFIL REQUIS

Formation et Expérience : Diplôme : Bac+5 (Master) en Agriculture, Développement Rural, Économie, Gestion des ressources naturelles ou domaine connexe.

Expérience : Minimum 5 ans dans la gestion de projets de développement rural ou de résilience climatique.

Expertise : Maîtrise des chaînes de valeur agricoles, de l'agroécologie et de l'animation communautaire en milieu rural.

Compétences et Aptitudes :

- Excellentes capacités rédactionnelles en français (l'anglais est un atout) ;
- Maîtrise des enjeux liés aux populations autochtones et à l'approche genre ;
- Capacité d'analyse financière et de sui-

vi-évaluation ;

- Aptitude à travailler sous pression dans un environnement multidisciplinaire ;
- Disponibilité pour des missions fréquentes dans la Likouala, la Sangha et la Bouenza.

#### 4. MODALITÉS DE SOUMISSION

Les dossiers de candidature doivent être adressés à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et déposés :

- Physiquement : Immeuble Man'Grite, 4<sup>ème</sup> étage, Plateau-ville-Brazzaville ;
- Électroniquement : [secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg](mailto:secretariatministre@developpement-durable.gouv.cg) avec pour objet : « Candidature au poste de Chef(fe) de composante 3 ».

#### Le dossier doit comprendre :

- Un Curriculum Vitae détaillé ;
- Une lettre de motivation ;
- Les contacts de deux personnes de référence.

Date limite : 08 avril 2026 à 15h30.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. Le projet applique une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude, de la corruption et de toutes formes de harcèlement.

## VOLONTARIAT

## 10 jeunes s'envolent pour une mission de service civique en France

Dans le cadre d'un accord de réciprocité qui lie le Corps des jeunes volontaires du Congo (CJVC) à France volontaire et à l'ambassade de France, dix volontaires congolais quittent Brazzaville le 6 avril pour une mission de six mois en France. Entre engagement citoyen et partage culturel, cette initiative marque une étape clé dans la valorisation de la jeunesse congolaise à l'international.

Bien avant leur départ, les volontaires congolais ont été reçus, le 3 mars à Brazzaville, par le ministre de tutelle, Hugues Ngouélondélé. L'engagement citoyen des jeunes connaît une évolution notable et s'affirme désormais comme un levier majeur du développement socio-économique du continent. Ce projet est le fruit concret du protocole d'accord signé le 27 juin 2025 entre l'ambassade de France, l'opérateur France Volontaires et le ministère en charge de la Jeunesse à travers le CJVC.

Pour cette première vague, dix jeunes congolais ont été sélectionnés pour une mission de service civique de réciprocité. Durant six mois, ils interviendront sur des thématiques cruciales telles que la transition écologique, l'engagement citoyen, l'égalité des genres, le sport et le développement durable.

**Porter haut les couleurs du Congo**

Afin d'assurer la pérennité de cet engagement, un dispositif d'investissement a été mis en place pour financer les projets que ces jeunes porteront à leur retour au pays.

Lors de la cérémonie de réception, Marcelle Christie Ngoulou, porte-parole des volontaires, a exprimé la détermination du groupe. « *Nous partons avec notre esprit de patriotisme, notre culture et notre éducation. Nous partons non seulement pour donner, mais aussi pour recevoir de nouvelles connaissances et de nouvelles méthodes de travail. Nous allons rencontrer d'autres réalités et d'autres défis, mais nous tenons à représenter dignement notre pays* », a-t-il assuré. L'ambassadrice de France en République du Congo, Claire Bodonyi, a rappelé que l'année 2026 est placée sous l'égide du volontariat par les Nations unies.



Les jeunes volontaires posant avec les officiels/Adiac

Elle a encouragé les jeunes à découvrir la France dans toute sa complexité, soulignant qu'ils y confronteront tant les aspects positifs que les difficultés sociales, nécessitant une réelle capacité d'adaptation pour saisir les nuances entre les deux cultures.

Le ministre en charge de la Jeunesse, Hugues Ngouélondélé, a insisté sur le caractère officiel et solennel de cette mission.

Dans son mot d'orientation, il a instruit les volontaires de partager la culture congolaise tout en s'imprégnant de la culture française, avant de regagner impérativement le territoire national au terme de leur contrat. « *Votre retour permettra aux organisateurs de préparer d'autres missions et de donner la chance à d'autres jeunes. Vous devez rentrer*

*pour rendre compte de votre séjour et honorer l'image du Congo* », a martelé le ministre. Le CJVC a pour mission de professionnaliser et de valoriser le volontariat national. Son objectif est de renforcer l'engagement citoyen et d'améliorer l'employabilité des jeunes pour soutenir le développement de la nation.

**Rude Ngoma**

## SALON IMMOBILIER AFRICAIN DE PARIS 2026

## Un carrefour stratégique pour répondre aux attentes de la diaspora

L'hôtel Pullman Paris Montparnasse a abrité, les 28 et 29 mars, Le Salon de l'immobilier africain 2026, organisé par le Club Efficiencie. La République du Congo y était représentée par son Ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé, avec la présence des banques, assureurs et promoteurs associés.

L'événement majeur ayant réuni plus de cinquante professionnels pour connecter la diaspora à des opportunités dans douze pays africains avait pour objectif était de faciliter l'achat immobilier de la diaspora en toute sécurité, en allant du foncier au financement, en appui institutionnel des représentants diplomatiques, et tenant compte de chaque pays d'origine respectif. Durant deux jours, il a constitué un carrefour stratégique pensé pour répondre aux attentes de la diaspora africaine souhaitant investir dans l'immobilier sur le continent, en toute confiance.

Lors des rencontres et des échanges avec l'ensemble de la chaîne de valeur de l'immobilier africain réunie à Paris pour la première fois, se sont retrouvés les représentants des ministères de la construction ; des promoteurs et agences immobilières ; des banques et compagnies d'assurance ; des cabinets de notaires et juristes fonciers ; des entreprises de BTP et fournisseurs de matériaux ; des cabinets et associations d'architectes ; des entreprises de gestion locative et ceux de pro-tech.

La République du Congo avait



Déambulation au Salon Immobilier Africain de Paris 2026/DR

quant à elle son stand, composé, entre autres, de représentants de la Banque postale, de la Société d'exploitation et de développement des infrastructures du Congo-Sedic et d'Afro Book.

En marge de la déambulation à travers les stands, les tables rondes ont constitué les temps forts d'édification sur les thèmes dédiés à ce salon. Citons par exemple celui ayant pour thème «Réunion Institutionnelle» : le rôle et l'accompagnement des missions diplomatiques. Les intervenants avec les représentants des ambassades du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, des Comores en tant qu'observateur et de la République du Congo avec son Ministre conseiller ont expliqué dans quelles mesures les services économiques des Chan-

celleries peuvent accompagner les diasporas dans ce processus. « *La représentation diplomatique congolaise à Paris est disposé à accompagner ce dispositif diasporique* », a confié Armand Rémy Balloud-Tabawé, tout en certifiant que les portes de la chancellerie sont ouvertes à la diaspora.

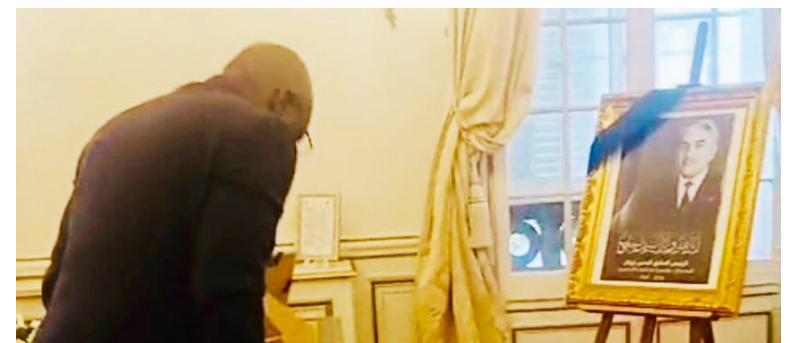
À l'issue des travaux, plusieurs préconisations ont été émises par les organisateurs. Elles visent à sécuriser les investissements de la diaspora, notamment via la vérification stricte des promoteurs, l'utilisation de financements bancaires locaux (Modèle 70% après construction), la sécurisation foncière et le recours à des garanties juridiques pour éviter les malversations.

**Marie Alfred Ngoma**

## DISPARITION

## La diplomatie congolaise en France salue la mémoire de Liamine Zéroual

Ancien président de la République algérienne démocratique et populaire, Liamine Zéroual est décédé le 28 dernier à Alger. Répondant à l'annonce faite par note verbale adressée aux missions diplomatiques et organisations internationales accréditées en France, l'ambassade du Congo à Paris, représentée par le ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé, a signé le livre d'or de condoléances ouvert au siège de l'ambassade de l'Algérie à partir de l'après-midi du 3 avril.



Outre le respect de la procédure, selon les us et coutumes diplomatiques, en répondant par note verbale dans laquelle la représentation diplomatique du Congo a présenté ses condoléances au nom de son excellence Rodolphe Adada, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo, le ministre conseiller, de prime abord, dans ses écrits, a rappelé l'excellence des relations bilatérales empreintes de confiance, de respect mutuel et d'une amitié solidement ancrée dans l'histoire, avant, bien entendu, de réitérer les condoléances au peuple algérien et à ses autorités. Un hommage déferent de l'ambassade du Congo à l'illustre disparu, Liamine Zéroual, ce grand homme d'État qui aura marqué l'histoire, s'est imposé dans la conclusion des écrits du représentant de l'ambassade de la République du Congo.

À propos de Liamine Zéroual, né le 3 juillet 1941 à Batna, il a été général et homme d'État algérien. Il a dirigé l'Algérie en tant que président de l'État puis comme président de la République algérienne démocratique et populaire entre 1994 et 1999.

**M.A.N.**

## COMITÉ EXÉCUTIF DE LA FÉCOFOOT

## La Fifa donne son feu vert pour la poursuite des activités

La Fédération internationale de football association (Fifa), par visioconférence le 3 avril, a organisé une séance de travail avec le Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécot) au cours de laquelle elle l'a encouragé à poursuivre ses activités.

La séance de travail a permis de faire le point de la situation actuelle de la Fécofoot après les condamnations par la justice congolaise de son président, son secrétaire général et le responsable du département des finances. Elle a été présidée par Harraz Ahmed, responsable des services de la gouvernance de la Fifa, assisté de quatre membres de différentes commissions de cette instance. « Cette réunion s'est tenue dans un climat de confiance mutuelle empreint de sérénité », a assurée la Fécofoot. La Fifa s'est ainsi montrée disposée à aider la Fécofoot à retrouver sa stabilité afin d'assurer son fonctionnement normal jusqu'à la prochaine assemblée générale.

De son côté, la Chambre d'instruction de la commission d'éthique indépendante de la Fifa avait annoncé l'ouverture d'une procédure officielle contre les dirigeants de la Fécofoot condamnés par la Justice congolaise. La procédure en cours n'empêche nullement les membres du Comité exécutif de la Fécofoot de poursuivre leur mandat.

L'article 37.9 des statuts de la Fécofoot précise que tout poste au sein du Comité exécutif est considéré vacant en cas de décès ou de démission d'un membre concerné, ou si celui-ci est définitivement dans l'incapacité d'exercer ses fonctions. Et l'article 41 al.6 d'ajouter : « Si le poste de président devient vacant au sens de l'article 37 al.9 des présents statuts, un remplaçant qui assume la fonction de président par intérim jusqu'à l'assemblée générale suivante est déterminé par ordre de préséance. Cette assemblée élit un nouveau président pour une durée de mandat restante ».

James Golden Eloué

## IN MEMORIAM

04/04/2009 - 04/04/2026.



17 ans déjà, le temps passe vite, les souvenirs restent dans nos cœurs.

Un souvenir ne meurt jamais, il s'endort simplement. Repos paisible à notre Ange gardien Joseph Ockana.

Les enfants Ockana.

## ELECTION PRÉSIDENTIELLE

## Le Parti centriste congolais félicite Denis Sassou N'Guesso pour sa réélection

La formation politique que dirige Abel Arnold Engondzo Mondongo a organisé, le 3 avril à Pointe-Noire, une activité pour féliciter le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, réélu au terme de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars derniers.

Au lendemain du résultat de l'élection présidentielle qui a vu la victoire du candidat de la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso, avec 94,90% des suffrages exprimés, l'explosion de joie a parcouru les états-majors des partis alliés dans tout le pays. À Pointe-Noire, une grande joie s'est manifestée le 3 avril au sein du Parti centriste congolais (PCC). Des applaudissements, cris de joie, danse et chants ont été au rendez-vous pour célébrer cette victoire le signe d'un travail bien accompli permettant ainsi au président de mettre en pratique son projet de société.



Abel Arnold Engondzo Mondongo, président du PCC, à gauche et à sa droite les présidents fédéraux/Adiac

« 94,90% c'est un score plus que parfait », a clamé un militant du PCC peinant à contenir l'émotion dans sa voix, le qualifiant d'historique.

L'occasion a également permis à la fédération du PCC Pointe-Noire de présenter son bureau. Composée de 15 membres, cette équipe est appelée à conduire les destinées de cette jeune formation politique au niveau du département tout en dévoilant la feuille de route qui consiste à structurer l'organisation, former les militants et mobiliser l'électorat. Une tâche difficile mais pas impossible

Dans son mot de circonstance, le président national du PCC a annoncé que son parti se réjouit de la victoire écrasante du président

de la République réélu dès le premier tour à l'issue de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars. En le félicitant du choix populaire porté sur sa personne, le PCC réaffirme non seulement son soutien indéfectible mais également sa contribution multiforme dans la réalisation de son projet de société « Accélérons la marche vers le développement ». Pour ce faire, le président du PCC exhorte toutes les composantes de la nation à se fédérer autour du président de la République pour un quinquennat réussi.

Notons que le PCC est un parti national représenté dans les quinze départements que compte la République du Congo et est appuyé par une forte diaspora.

Hugues Prosper Mabonzo

## THIAROYE-SÉNÉGAL

## La vérité tardive d'un empire en question

En reconnaissant sa faute, la France rouvre le dossier colonial et met à l'épreuve sa crédibilité géopolitique face à une jeunesse africaine en quête de justice et de souveraineté.

La décision du tribunal administratif de Paris relative au massacre de Thiaroye, au Sénégal, marque un tournant discret mais structurant dans les relations entre la France et l'Afrique. Au-delà de l'indemnisation symbolique accordée, c'est la reconnaissance d'une faute informationnelle de l'État qui reconfigure les rapports mémoriels, géopolitiques et géoculturels entre les deux espaces. Sur le plan géopolitique, cette décision s'inscrit dans une séquence où le président français, Emmanuel Macron, tente de redéfinir la présence française en Afrique, fragilisée par des retraits militaires et une contestation croissante. La reconnaissance tardive du massacre comme tel, et non comme un incident militaire, participe d'une diplomatie mémorielle visant à restaurer une crédibilité entamée. Mais cette démarche reste ambivalente : elle oscille entre volonté de transparence et gestion stratégique d'un passif colonial.

D'un point de vue géoéconomique, l'affaire révèle les héritages non soldés d'une économie impériale fondée sur l'exploitation humaine et financière. Les tirailleurs africains, mobilisés pour défendre la France, réclamaient une solde légitime. Leur répression illustre une hiérarchie coloniale dont les effets se prolongent aujourd'hui dans les débats sur les réparations, les restitutions et les inégalités structurelles entre la France et ses anciens territoires. Sur le plan géoculturel, la reconnaissance judiciaire vient nourrir une relecture de l'histoire dans les sociétés africaines et diasporiques. Elle renforce les dynamiques de réappropriation mémorielle, notamment chez les jeunes générations. Celles-ci, connectées et politisées, interrogent les récits officiels et exigent une histoire plus inclusive. Le silence ou les « informations erronées » dénoncées par le tribunal deviennent ainsi des symboles d'un déni plus large, désormais contesté.

Stratégiquement, cette décision ouvre un espace de redéfinition des relations franco-africaines. La mémoire devient un levier d'influence autant qu'un terrain de confrontation. La reconnaissance partielle des responsabilités peut apaiser certaines tensions, mais elle peut aussi raviver des revendications plus larges, notamment sur d'autres épisodes coloniaux. Enfin, pour la jeunesse africaine, cet épisode est révélateur d'un basculement. L'avenir des relations avec la France ne se jouera plus uniquement sur des accords politiques ou économiques, mais sur la capacité à construire une vérité partagée. La justice administrative française, en reconnaissant une faute, envoie un signal : celui d'une possible évolution. Mais pour être crédible, cette dynamique devra dépasser le symbolique et s'inscrire dans une refonte plus profonde des rapports entre mémoire, pouvoir et souveraineté.

Noël Ndong



COMMISSION GENERALE DE PASSATION DES MARCHES N°2  
Décision N°024/GR/2025 du 24 janvier 2025

### Sélection internationale ouverte no49/BEAC/SG-DAJR/SIO/Ser/2026 pour le recrutement d'un cabinet de consultant pour l'accompagnement à la modélisation des contrats/marchés de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)

Dans le cadre de la gestion de ses relations contractuelles, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage de recruter, sur ressources propres, un cabinet spécialisé pour l'assister dans la conception des modèles types de Contrats/ Marchés adaptés au contexte local et international, conformes aux meilleures pratiques, et intégrables dans ses systèmes et procédures. A cet effet, elle invite par le présent avis de sélection, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à soumettre leur proposition.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°05/24/CEMAC/UMAC/CM portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la sélection internationale ouverte sur la base de la qualité technique et du coût de la proposition.

Les Prestataires intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter le dossier de sélection rédigé en français, à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE  
Services Centraux, Direction Générale de l'exploitation,  
Département de la Gestion Administrative des Marchés, 14ème étage, Porte 14.12  
736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN  
60 40 23 222 (+237); 30 40 23 222 (+237):  
29 33 23 222 (+237):  
@:cgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA. Le paiement devra être effectué exclusivement par virement bancaire en faveur des Services Centraux de la BEAC.

Virement zone CEMAC :

RIB Services Centraux : 91001 00090 20000009901 07

Objet : frais de soumission sélection n°{à renseigner par le soumissionnaire}

Transfert international (hors zone CEMAC) :

Correspondant : Banque de France

SWIFT Code : BDFEFRPPXXX

Numéro de compte : FR76 3000 1000 6400 0000 5104 277

Destinataire : BEACCMCX090

Objet : frais de soumission sélection n°{à renseigner par le soumissionnaire}

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le jeudi 21 mai 2026 à 12 heures précises.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE  
Services Centraux, Bureau d'Ordre, 15ème étage, porte 15.01  
736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en une phase aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés par un document écrit signé du dirigeant de l'entreprise, qui souhaite assister aux séances d'ouverture. Les plis administratifs, techniques et financiers seront ouverts le jeudi 21 mai 2026 à 13 heures./-

Yaoundé, le

Le Responsable,



MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

UNITE DE GESTION DU PROJET

ADDENDUM N° 001 RELATIF

A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL  
AAON n° 001/MASSAH/UGP-PSIPJ/F/AON/2026

Portant sur l'acquisition des fournitures de bureau et les consommables informatiques en deux (02) lots

Référence et date de publication : Les Dépêches de Brazzaville N°5180 - du mercredi 1er avril 2026.

Le présent rectificatif s'adresse à tous les potentiels soumissionnaires et apporte les modifications suivantes à l'Avis d'Appel d'Offres susmentionné :

Information modifiée	Information initiale	Nouvelle information
Date et heure d'ouverture	Jeudi 30 avril 2026 à 11 heures 30 minutes	Jeudi 30 avril 2026 à 12 heures 30 minutes

Toutes les autres informations de l'Avis d'Appel d'Offres initial restent inchangées.

Fait à Brazzaville, le 03 avril 2026

Le Coordonnateur

Antoine Régis NGAKEGNI



MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

UNITE DE GESTION DU PROJET

ADDENDUM N° 001 RELATIF

A L'AVIS DE DEMANDE DE COTATION  
DC : n° 001MASSAH/PSIPJ-UGP/S/CF/2026

Portant sur le recrutement d'une Agence de Gestion de Call Center

Référence et date de publication : Les Dépêches De Brazzaville N°5179 - lundi 30 mars 2026

Le présent rectificatif s'adresse à tous les potentiels soumissionnaires et apporte les modifications suivantes à l'Avis de demande de cotation susmentionné :

Information modifiée	Information initiale	Nouvelle information
Date limite de soumission des dossiers	Mardi 07 avril 2026 à 16 heures 00	Mardi 14 avril 2026 à 16 heures 00

Les autres informations de l'avis à manifestation d'intérêt initial restent inchangées.

Fait à Brazzaville, le 02 Avril 2026

Le Coordonnateur

Antoine Régis NGAKEGNI

# TABLEAU DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES DU CONGO 2026



## Mot du Président

Le présent tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables du Congo (ONEC-C) constitue la liste officielle de la profession comptable en République du Congo.

Ce tableau innove en présentant, pour la première fois, l'ensemble des composantes de la profession comptable.

L'ONEC-C regroupe, à date, 29 sociétés d'expertise comptable et 125 membres physiques, répartis comme suit :

- 74 experts-comptables libéraux,
- 51 experts-comptables non libéraux, exerçant dans le secteur privé et l'administration publique.

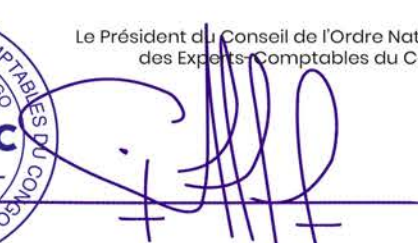
**« Seuls les experts-comptables libéraux et les sociétés d'expertise comptable inscrits dans les sections dédiées de ce tableau sont autorisés à exercer, conformément aux articles 20 à 22 de la loi n°29-2013 du 18 novembre 2013 portant création de l'ONEC-C ».**

Ce tableau illustre l'engagement de l'Ordre à bâtir une profession forte et influente, contribuant à la transparence et à la fiabilité de l'information financière.

Nous saluons l'arrivée des nouveaux membres et sociétés, qui renforcent les rangs de notre institution.

Par ailleurs, dans le cadre du programme de formation à l'expertise comptable, **92 étudiants** sont actuellement en cours de formation. En 2027, entre **30 et 40** d'entre eux devraient entamer le stage d'expertise comptable, renforçant ainsi la relève et la qualité de la profession.

Le Président du Conseil de l'Ordre National des Experts-Comptables du Congo



**Michel Patrick GAMASSA**

## CONSEIL DE L'ORDRE DE L'ONEC-C 9 membres élus



**Michel Patrick GAMASSA**  
Président



**Serge Alexandre DENGUET ATTICKY**  
Vice-Président



**Brice Voltaire ETOU OBAMI**  
Secrétaire Général



**Colbert OKINGA EBOUNGOU**  
Secrétaire Général Adjoint



**Roger MAYABEL**  
Trésorier



**José Serges SEKET**  
Trésorier Adjoint



**André MANKENDA**  
Membre



**Paulin KALI-TCHIYEMBI**  
Membre



**Auguste YOLO**  
Membre

## NOS PARTENAIRES TECHNIQUES



**FIDEF**





**TABLEAU 2026**

**SECTION DES SOCIÉTÉS D'EXPERTISE-COMPTABLE (SEC)**  
29 Sociétés inscrites au Tableau (+9 par rapport à 2025)

<p><b>BDO</b></p> <p><b>N°1 BDO Audit (SA)</b> N°ONEC-C. : 001-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-007 Téléphone : 05 074 95 00 / 06 133 00 60 E-mail : Congo-Cg@bdo-ea.com Site Web : www.bdo-ea.com Effectif : 40 Adresse : Arrêt Tourisme Immeuble TJK 7e étage - Brazzaville Dirigeant : <i>NUUMBE Sylvester Kome</i></p>	<p><b>GKM</b></p> <p><b>N°2 GKM (SARL)</b> N°ONEC-C. : 002-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-014 Téléphone : 05 571 32 77 / 06 655 48 31 E-mail : secretariatpnr@cabinetgkm.com Site Web : www.cabinetgkm.com Effectif : 18 Adresse : Tour Mayombe 9e étage, entrée B B.P. 673 - Pointe-Noire Dirigeant : <i>GOMEZ-GNALI André</i></p>	<p><b>SOCEC</b></p> <p><b>N°3 SOCEC (SARL)</b> N°ONEC-C. : 004-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-058 Téléphone : 05 584 83 98 / 06 577 16 25 E-mail : cabinetsocec.secretaire@gmail.com Site Web : Effectif : 07 Adresse : 410, Avenue Marien NGOUABI Centre-Ville - Pointe-Noire Dirigeant : <i>KALI-TCHIYEMBI Paulin</i></p>	<p><b>EXCO CACOGES KRESTON GLOBAL</b></p> <p><b>N°4 EXCO CACOGES (SA)</b> N°ONEC-C. : 005-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-061 Téléphone : 06 989 06 06 E-mail : cacoges@excoafrique.com Site Web : www.exco-cacoges.com Effectif : 50 Adresse : Immeuble Exco CACOGES - Plateaux 15 ans 207 Rue Vindza, Croisement Av. 16e - BZV Dirigeant : <i>ETOU OBAMI Brice Voltaire</i></p>
<p><b>EY Building a better working world</b></p> <p><b>N°5 ERNST &amp; YOUNG (SA)</b> N°ONEC-C. : 006-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-062 Téléphone : 06 666 66 61 E-mail : ey.brazzaville@ey.cg.com Site Web : www.ey.cg.com Effectif : 80 Adresse : 5em étage, Immeuble siège ECOBANK Avenue Amilcar Cabral-Brazzaville Dirigeant : <i>OSSIBI Arsène-Didace</i></p>	<p><b>RAINBOW FINANCE (SA)</b> N°ONEC-C. : 007-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-079 Téléphone : 06 923 02 02 / 06 853 50 00 E-mail : j.sergeseket@yahoo.fr Site Web : En construction Effectif : 15 Adresse : 37 Av Auxence ICKONGA, 2em étage Immeuble LOUKOKI - Brazzaville Dirigeant : <i>SEKET José Serges</i></p>	<p><b>EXCI-MAA</b></p> <p><b>N°7 EXCI-MAA (SARL)</b> N°ONEC-C. : 008-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-089 Téléphone : 06 875 89 60 E-mail : pkemeni@eximaa.ca Site Web : www.eximaa.ca Effectif : 18 Adresse : Imm. Pharmacie Maria Cfao vers le Port, Appartement 1A -Pointe-Noire Dirigeant : <i>KEMENI Pierre</i></p>	<p><b>MAM-EC</b></p> <p><b>N°8 MAM EC (SARL)</b> N°ONEC-C. : 009-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-091 Téléphone : 06 989 55 19 / 05 333 74 80 E-mail : mauclairmoufouma@mam-ec.fr Site Web : www.mam-ec.fr Effectif : 09 Adresse : Appart A48 13ème étage Tour Mayombe 82 Pointe-Noire Dirigeant : <i>MOUFOUMA Philippe Mauclair</i></p>
<p><b>RAE Audit Conseil</b> « Il n'y a pas que les chiffres entre nous »</p> <p><b>N°9 RAE Audit Conseil (SARLU)</b> N°ONEC-C. : 010-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-097 Téléphone : 05 695 48 56 / 06 737 11 12 E-mail : contact.raeauditconseil@rae.cg Site Web : www.rae.cg Effectif : 15 Adresse : Cité Clairon, Immeuble Stela Brazzaville Dirigeant : <i>EBANGA Raphaël</i></p>	<p><b>CBC Congo Business Consulting</b> Conseil Expertise Comptable Audit</p> <p><b>N°10 Congo Business Consulting (SARLU)</b> N°ONEC-C. : 011-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-098 Téléphone : 05 377 99 00 E-mail : secretariat@cbc-cg.com Site Web : www.cbc-cg.com Effectif : 10 Adresse : 42 Bis, Quartier Clairon Brazzaville-République du Congo Dirigeant : <i>OKINGA EBOUNGOU Colbert</i></p>	<p><b>KPMG</b></p> <p><b>N°11 KPMG CONGO (SA)</b> N°ONEC-C. : 012-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-099 Téléphone : 05 558 63 63 E-mail : pgamassa@kpmg.com Site Web : www.kpmg.cg Effectif : 60 Adresse : 4ième Etage Immeuble Monté Cristo, Blvd Denis Sassou Nguesso - Brazzaville Dirigeant : <i>GAMASSA Michel Patrick</i></p>	<p><b>CDM CONSULTANTS</b></p> <p><b>N°12 CDM-Consultants (SARL)</b> N°ONEC-C. : 013-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-101 Téléphone : 06 666 28 61 E-mail : christian.migan@gmail.com Site Web : Effectif : 01 Adresse : J.069.V Impasse OCH Brazzaville Dirigeant : <i>MIGAN Christian Désiré</i></p>
<p><b>Deloitte</b></p> <p><b>N°26 DELOITTE (SA)</b> N°ONEC-C. : 014-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-110 Téléphone : 05 308 08 86 E-mail : vsayam@deloitte.com Site Web : www.deloitte.com/cg Effectif : 20 Adresse : 1er étage, Immeuble des Frères ABDALLAH Rue Germain B., Tchikobo, Pointe-Noire Dirigeant : <i>SAYAM TIENCHEU Vylie</i></p>	<p><b>IFAC</b></p> <p><b>N°14 IFAC (SARL)</b> N°ONEC-C. : 015-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-100 Téléphone : 06 953 33 03 / 05 596 16 17 E-mail : secretariat@cabinetifac.com Site Web : www.cabinetifac.com Effectif : 10 Adresse : Avenue Gustave Ondziel, Rd point Kassaï Centre - ville, Pointe-Noire Dirigeant : <i>MONDJO née OTSOA MOUPO Imelda</i></p>	<p><b>RELIANCE (SA)</b> N°ONEC-C. : 016-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-102 Téléphone : 05 628 03 01 E-mail : contact@reliancecongo.com Site Web : www.reliancecongo.com Effectif : 06 Adresse : 91 Rue Germain BICOUMA Centre-ville Pointe-Noire Dirigeant : <i>NGOMA MBOUKOU Wilfrid</i></p>	<p><b>TAIZE CONSEILS (SARLU)</b> N°ONEC-C. : 017-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-111 Téléphone : 05 520 17 64 E-mail : cabinet@taizeconseils.com Site Web : www.taizeconseils.com Effectif : 12 Adresse : Enceinte Evêché Pointe-Noire Dirigeant : <i>YOLO Auguste</i></p>
<p><b>CAIRQ Conseil</b></p> <p><b>N°17 CAIRQ-CONSEILS (SARL)</b> N°ONEC-C. : 018-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-118 Téléphone : 05 613 07 93 E-mail : cabinet@cairq-conseil.com Site Web : www.cairq-conseil.com Effectif : 11 Adresse : 76 Rue MALALA, face AéroClub Pointe-Noire Dirigeant : <i>QUENUM Hyppolyte Hilaire</i></p>	<p><b>DMT CONSULTING</b></p> <p><b>N°18 DMT Consulting (SARL)</b> N°ONEC-C. : 019-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-119 Téléphone : 06 517 99 77 / 06 885 05 55 E-mail : infos@dm-consulting.com Site Web : www.dmt-consulting.com Effectif : 08 Adresse : 13 Rue Bangala - Poto-Poto, Brazzaville Dirigeant : <i>NDINGA Vincent</i></p>	<p><b>M3B Audit &amp; Expertise</b></p> <p><b>N°19 M3B Audit &amp; Expertise (SARL)</b> N°ONEC-C. : 020-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-035 Téléphone : 06 656 82 38 E-mail : secretariat@m3b-auditexpertise.com Site Web : www.m3b-auditexpertise.com Effectif : 18 Adresse : 10e étage, entrée B, Tour Mayombe Avenue Charles de Gaulle - Pointe-Noire Dirigeant : <i>BILALI Jacques</i></p>	<p><b>CABINET ALENA CONSEILS</b></p> <p><b>N°20 ALENA Conseils (SARLU)</b> N°ONEC-C. : 021-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-136 Téléphone : 05 652 32 11 / 06 438 14 14 E-mail : fmabiala.ac@alena-conseils.com Site Web : www.alenaconseils.com Effectif : 10 Adresse : 46, Av. Stanislas Batchi - MPITA Pointe-Noire Dirigeant : <i>MABIALA Fernand</i></p>
<p><b>VB JURICOMPTABLES</b> AUDIT   CONSEIL   FISCALITE</p> <p><b>N°21 VB JURICOMPTABLES (SARL)</b> N°ONEC-C. : 022-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-134 Téléphone : 06 695 04 53 / 06 900 67 95 E-mail : contact@vbforensic.com Site Web : www.vbforensic.com Effectif : 09 Adresse : Bat. n°16 - EBEN, Résid. les Flamboyants Brazzaville Dirigeant : <i>GANONGO BONGO Viste!</i></p>	<p><b>NKS</b></p> <p><b>N°22 NKS (SARLU)</b> N°ONEC-C. : 023-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-132 Téléphone : 06 525 51 51 / 05 206 12 00 E-mail : contact@nks-exp.com Site Web : www.nks-exp.com Effectif : 15 Adresse : Camp IGET, Concession SOPRIM Immeuble 4, 2e étage F4-279 - Pointe-Noire Dirigeant : <i>NZENZA KONDE Stevy</i></p>	<p><b>CNG Audit &amp; Conseils (SARLU)</b> N°ONEC-C. : 024-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-142 Téléphone : 06 547 90 36 / 06 846 03 76 E-mail : contact@cng-audit.com Site Web : www.cng-audit.com Effectif : 05 Adresse : Quartier mpita derrière la brasserie Pointe-Noire Dirigeant : <i>NGOUENE KOMBILA Bel Archange</i></p>	<p><b>PMB - ECA (SARLU)</b> N°ONEC-C. : 025-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-143 Téléphone : 06 661 28 02 E-mail : leprince.mbaya@pmb-eca.com Site Web : www.pmb-eca.com Effectif : 10 Adresse : Av. Marien NGOUABI, Immeuble YARA Pointe-Noire Dirigeant : <i>MBAYA Placide Leprince</i></p>
<p><b>AGEEC</b></p> <p><b>N°25 ACGEEC (SARL)</b> N°ONEC-C. : 026-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-160 Téléphone : 05 559 90 45 / 06 601 89 49 E-mail : anastasia.pongui@acgeec.com Site Web : www.acgeec.com Effectif : 05 Adresse : Rue Sékou Doumé, Immeuble ODZALI Pointe-Noire Dirigeant : <i>PONGUI Anastasie</i></p>	<p><b>emexis consulting</b></p> <p><b>N°26 EMEXIS (SASU)</b> N°ONEC-C. : 027-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-161 Téléphone : 05 675 67 24 / 05 680 26 26 E-mail : contact@emexis-consulting.com Site Web : www.emexis-consulting.com Effectif : 06 Adresse : 12 rue MBOKO - Mougali Brazzaville Dirigeant : <i>NDAMBA KOUDINGANA Gautier Hugues</i></p>	<p><b>FIDINTER</b></p> <p><b>N°27 FIDINTER (SARLU)</b> N°ONEC-C. : 028-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-162 Téléphone : 06 855 60 14 / 05 368 25 70 E-mail : mail: contact@fidinter-congo.com Site Web : www.fidinter-congo.com Effectif : 05 Adresse : 107, Av. Germain BICOUMAT, Centre-ville Immeuble Abdallah, 1er étage - Pointe-Noire Dirigeant : <i>MBADI Dieudonné</i></p>	<p><b>NOVAAC</b> Bureaux Régionaux, expertise africaine</p> <p><b>N°28 NOVA AFRICA CONSEIL (SAS)</b> N°ONEC-C. : 029-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-163 Téléphone : 05 040 19 43 E-mail : amoukanda@novaac.net Site Web : www.novaac.net Effectif : 05 Adresse : Immeuble Baguette du Chef Av. Nguéli - Nguéli - Pointe-Noire Dirigeant : <i>MOUKANDA Alex</i></p>

<p><b>SM Audit &amp; Conseil (SASU)</b> N°ONEC-C. : 030-SEC N°Agr. CEMAC : SEC-164 Téléphone : 06 631 25 41 / 05 644 34 19 E-mail : s.mboussa@cabinet-sm.com Site Web : www.cabinet-sm.com Effectif : 06 Adresse : Avenue Charles de Gaulle, Tour MAYOMBE, 9ème étage - Pointe-Noire Dirigeant : <i>MBOUSSA Sylvain</i></p>
---

« Seuls les experts-comptables libéraux et les sociétés d'expertise comptable inscrits dans les sections dédiées de ce tableau sont autorisés à exercer, conformément aux articles 20 à 22 de la loi n°29-2013 du 18 novembre 2013 portant création de l'ONEC-C ».





**ORDRE NATIONAL  
DES EXPERTS-COMPTABLES  
DU CONGO**

## TABLEAU 2026

### SECTION DES EXPERTS-COMPTABLES NON LIBÉRAUX (ECNL) OU SALARIÉS EN ENTREPRISE 51 Experts-comptables non libéraux inscrits au tableau (+4 par rapport à 2025)

N°	NOMS ET PRENOMS	N°ONEC-C.	N°Agr.CEMAC	TÉLÉPHONES	E-MAILS	SEC ou ENTREPRISES	FONCTIONS
01	FYLLA SAINT-EUDES Antoine Thomas Nicé	010-ECS	EC-359	06 695 30 25	nyfylla56@yahoo.fr	MDIPSP	Ministre
02	NGATSE Ludovic	011-ECS	EC-146	05 521 27 69	ngatselun@yahoo.fr	MEPIR	Ministre
03	OBAMBE SALEME Gertrude	015-ECS	EC-491	05 522 81 30	gertrude.obambe@cg.ey.com	ERNST & YOUNG (SEC)	Associate Director
04	LETH-BOUKA Karl	022-ECS	EC-648	06 642 69 89	lethbouka_karl@yahoo.fr	Gpe YAO Corp	Directeur Administratif et Financier
05	BIZITOU Bruno Placide	024-ECS	EC-428	05 535 67 64	placide.bizitou3@gmail.com Placidebi	M3B Audit & Expertise (SEC)	Assistant Manager
06	BONGUI Roland Salvador	025-ECS	EC-431	06 667 60 77	bsrsalva@gmail.com	CNSS	Inspecteur Principal de sécurité sociale
07	ILOKI MOROSSA Marie Joseph	030-ECS	EC-446	06 666 58 71	mariejosephilokimorossa@gmail.com	CNC	Commissaire Général
08	KEMA Didier Placide	034-ECS	EC-451	06 666 22 34	manager@kemaservicecs.net	Kema services	
09	MAMBOU LOEMBA	041-ECS	EC-464	06 663 29 06	sasmanager01@gmail.com	SAS Management	Fondateur et directeur
10	MBOUMABEKA Edley Saurelle	046-ECS	EC-471	06 690 74 64	edleysaurellemboumabeka@gmail.co	CNC	Directeur de mission
11	MEYA Jacques	049-ECS	EC-535	05 562 03 79	jacquesmeya4@gmail.com		
12	MIALOUNGUILA Théodore	050-ECS	EC-521	05 616 62 60	t.mialouguila@gmail.com	IA2C	
13	GANGUIA MISETETE Abraham	051-ECS	EC-618	05 34587 00	missetete.abraham@gmail.com	OCEAC / CEMAC	Contrôleur Financier
14	MOKANGA Sylvain Siméon Simplicie	052-ECS	EC-475	06 976 77 78	simeonsimplice@hotmail.fr	DGGT / MATIER	RAF, Cellule d'exécution des Projets en Partenariat Multilatéral
15	MOUKOUAMA NGONO Jean Pierre	054-ECS	EC-480	06 664 06 21	jeanpierrengono@yahoo.fr	CNC	Directeur de mission
16	NTSAKALA MANKOU Gilbert Donald	059-ECS	EC-488	06 960 44 25	ntsakalagilbert@gmail.com	EGET Congo	Chef comptabl
17	TATY Victorine Rachel	062-ECS	EC-511	06 670 87 16	rvtaty@hotmail.com	SINEBLE Audit & Conseil	
18	AKAMABI Jean Richard	063-ECS	EC-526	05 389 80 86	a.maxrichard@yahoo.fr	E2C	Chef de Service Comptabilité générale
19	BONGO BOUHOUS Roch Marius	066-ECS	EC-430	06 976 06 18	roch.bongo-bouhous@snp-c.com	SNPC Distribution	Chef de Division Audit Interne
20	DE MOLOUBA Cyr christoph Roger	068-ECS	EC-433	06 666 4499	cyrio.demoulouba@gmail.com	SNPC	Cadre Auditeur
21	DENGUET ATTICKY Myriam Bénédicte	069-ECS	EC-434	06 667 83 61	denguetm@icloud.com	SEDIC	Directrice Générale
22	EKANDJA Jean François	070-ECS	EC-437	05 766 00 54	jfekandja@yahoo.fr	UC Projet / MEFDI	Directeur Financier
23	EKASMAN François	071-ECS	EC-438	06 600 10 44	francoisekasan@gmail.com	CNC	Directeur de mission
24	ENDOMBE Saturnin	072-ECS	EC-440	05 725 08 35	saturnendombes@gmail.com	E2C	Auditeur interne
25	GALOUO SOU Ted	073-ECS	EC-443	05 547 47 92	tedgalouo@hotmail.cominfo.synergy	DGRN / MFBPP	Directeur Général
26	GANONGO NGAKOSSOTH Ikangath	074-ECS	EC-558	06 634 47 27	voth.ganongo@gmail.com	SNPC	Chef de Département Fiscalité
27	IPOULI Urbain Landry	075-ECS	EC-447	06 899 10 12	landri_ipouli@yahoo.fr	SNPC (SFP)	Chef de Division Finances et comptabilite
28	KANGA Alain Frédéric	077-ECS	EC-450	06 660 72 08	frkanga02@yahoo.fr	DGID	Directeur de la réglementation et du contentieux
29	KOMA Camille	078-ECS	EC-453	05 677 73 74		CAIRQ-Conseil (SEC)	Consultant Honoraire
30	LOUBASSOU MISSAMOU Moïse	083-ECS	EC-462	06 814 31 50	moiseloubassou@yahoo.fr	CNC	Directeur de mission
31	LOUFOUA Narcisse	084-ECS	EC-463	05 549 62 62	pnloufoua@gmail.com	Projet Cimenterie de Tao-Tao	Coordonnateur
32	MBOUMA NDENGUE Richard	085-ECS	EC-470	06 510 19 20	mboumandengue@gmail.com	BCH	Directeur de l'Audit Interne
33	MIENANTIMA Célestin	086-ECS	EC-474	05 553 54 71	mientantimace@gmail.com	CFCO	Expert-Comptable attaché à la Direction Générale
34	MONIENIE MOPITA Armel	087-ECS	EC-477	05 578 45 20	armelmonienie@gmail.comarmelmon	CNC	Commissaire Général Adjoint
35	MOUSSOUNGOU LOUTOUMBOU Henri	088-ECS	EC-481	06 655 89 86	henrimouss@yahoo.fr	CENAGES	
36	OMINGA RAOUL Maixent	097-ECS	EC-500	06 666 10 39	rominga2000@yahoo.fr	SNPC	Directeur Général
37	NONAULT Chantal Modeste	090-ECS	EC-487	06 663 90 10	cnonault@worldbank.org Chantal_no	BAD	Administratrice au CA
38	NTSIBAT Patrick	091-ECS	EC-489	06 864 10 84	prntsibat@gmail.com	FONEA	Directeur Général
39	OBOA Née OWORO Lydie Delphine	092-ECS	EC-492	06 670 87 17	loworo@hotmail.com	SNPC	
40	OKO KOUMOU	094-ECS	EC-497	06 660 2301	oko_koumou@yahoo.fr	SNPC	Chef de Département Comptabilité Pétrolière
41	OLESSONGO Raïssa Chérille	095-ECS	EC-498	06 656 64 93	cheroless2@yahoo.fr	SNPC	Chef de Division Comptabilité
42	OMBO LEBARRAS Jérémie Elysée	096-ECS	EC-499	06 659 71 01	jlebarras@yahoo.fr	SNPC	Cadre Contrôleur de Gestion
43	ONDONGO EZHET Brice	098-ECS	EC-501	06 660 11 00	briceondongo@hotmail.com	MFBPP	Conseiller au Portefeuille Public
44	PEYA Michel	099-ECS	EC-504	05 512 16 17	peyamichel7@gmail.com	CNC	Directeur de mission
45	SEKANGUE OBA Illich Lavy	101-ECS	EC-507	06 831 21 21	sekangueoba@yahoo.fr	SNPC Distribution	DFC
46	TCHIVENDAIS Roger Jean Claude	104-ECS	EC-513	06 954 80 68	trjc2006@yahoo.fr	SNPC	
47	NGAMBE Flovy Fil Des Saints	105-ECS	EC-702	06 729 31 61	flovy.ngambe@outlook.com	BAD	Financial Management Specialist
48	ITOUA Jean Paulin	106-ECL	EC-448	06 666 51 20	syscohadapourtous@gmail.com	DG du Trésor public	Chef de service des audits, des inspections et des vérifications
49	LINVANI Aimé Blanchard	107-ECS	EC-458	05 537 01 79	linvani2002@yahoo.frablconseilssarl@	AD-PME	Directeur Général
50	MATONDO BIKA Dacin	108-ECS	EC-466	06 630 02 34	bikadacin@hotmail.com	Archer Capital	Directeur Financier et Comptable
51	MBOUSSI Gautier	110-ECS	EC-705	05 308 08 87	gautiermboussi@gmail.com	PAPN	Chef de Département Comptabilité



## TABLEAU 2026

### SECTION DES EXPERTS-COMPTABLES LIBÉRAUX (ECL)

74 Experts-comptables inscrits au tableau (+18 par rapport à 2025)

N°	NOMS ET PRENOMS	N°ONEC-C.	N°Agr.CEMAC	TÉLÉPHONES	E-MAILS	CABINETS
01	MIGAN Christian Désiré	001-ECL	EC-082	06 666 28 61	christian.migan@gmail.com	CDM (Pers. Physique)
02	MABIALA Ange Eugene Jean Gustave	002-ECL	EC-106	05 338 46 95	angesmabiala@yahoo.fr	MABIALA Ange Eugène (Pers. Physique)
03	BILALI Jacques	003-ECL	EC-123	06 656 82 83	Jacques.billali@m3b-auditexpertise.cd	M3B Audit & Expertise (SEC)
04	MBOUSSA Sylvain	005-ECL	EC-209	05 644 34 19	s.mboussa@cabinet-sm.com	SM Audit & Conseil (SEC)
05	GOMEZ-GNALI André	006-ECL	EC-219	05 553 54 28	andre.gnali@cabinetgkm.com	GKM (SEC)
06	KALI-TCHIYEMBI Paulin	007-ECL	EC-220	06 671 98 35	paulkatchi@gmail.com	SOCEC (SEC)
07	KOUZOLO Noël	008-ECL	EC-222	05 559 49 41	cabinetkouzolo@gmail.com	KOUZOLO (Pers. Physique)
08	MBADI Dieudonné	009-ECL	EC-223	06 662 83 91	dieudonne.mbadi@gmail.com	FIDINTER (SEC)
09	AGUINGO Guy Patrice	010-ECL	EC-250	05 551 20 66	aguingo@elohicongo.com	AGUINGO Guy Patrice (Pers. Physique)
10	EBANGA Raphaël	011-ECL	EC-276	06 623 66 25	raphael.ebanga@rae.cg	RAE Audit Conseil (SEC)
11	KEMENI Pierre	012-ECL	EC-302	06 843 24 09	pkemeni@excimaa-ca	EXCI-MAA (SEC)
12	BESSEVI GBENDJEDO Etienne	013-ECL	EC-311	06 834 30 34	ebessovi@gmail.com	BESSEVI Etienne (Pers. Physique)
13	GAMASSA Michel Patrick	014-ECL	EC338	05 558 63 63	pgamassa@kpmg.cg	KPMG Congo (SEC)
14	DENGUET ATTICKY Serge Alexandre	017-ECL	EC-360	06 666 44 00	serge.denguet@cg.ey.com	ERNST & YOUNG (SEC)
15	MOUHINGOU Michel Robert	018-ECL	EC-371	06 628 19 81	michelrobertmouhingou@gmail.com	MRM-Conseil & Formation (Pers. Physique)
16	OSSIBI Arsène Didace	019-ECL	EC-372	05 527 81 44	arsene-didace.ossibi@cg.ey.com	ERNST & YOUNG (SEC)
17	YOLO Auguste	020-ECL	EC-373	06 653 34 45	auguste.yolo@taizeconseils.com	TAIZE Conseils (SEC)
18	MANKENDA André	021-ECL	EC-375	06 658 74 77	cmeceexpertise@gmail.com	CMEC (Pers. Physique)
19	TSOUMOU Reich Fresney	022-ECL	EC-379	05 525 82 19	rechtsoumou@gmail.com	Exco CACOGES (SEC)
20	ETOU OBAMI Brice Voltaire	023-ECL	EC-389	06 912 17 17	brice.etou@excoafrique.com	Exco CACOGES (SEC)
21	MALONGA Jean Pierre	024-ECL	EC-391	06 982 21 04	secretariat.ficaconseil@yahoo.fr	FICA -Conseil (Pers. Physique)
22	MAYABEL Roger	025-ECL	EC-393	06 830 89 09	r.mayabel@cabinet-mayabel.com	MAYABEL (Pers. Physique)
23	DJONA Jean	027-ECL	EC-435	05 529 42 54	Jean.djona@cabinetjd.com	DJONA Jean (Pers. Physique)
24	ELOMBO Marcel	028-ECL	EC-439	06 628 22 83	marcelombo1@gmail.com	ELOMBO Marcel (Pers. Physique)
25	IKONGA Remy	030-ECL	EC-445	06 674 67 20	remikonga@hotmail.fr	CAIRQ -Conseil (SEC)
26	KETevi Comlan Victor	033-ECL	EC-452	06 660 24 46	victor.ketevi@cg.ey.com	ERNST & YOUNG (SEC)
27	MAMPANGUILA Gervais	034-ECL	EC-465	05 767 95 53	gervaismampanguilas@gmail.com	KPMG Congo (SEC)
28	M'BANI Jean Valère	035-ECL	EC-468	06 812 66 45	valere_mbani@yahoo.fr	MBANI (Pers. Physique)
29	M'BOUMBA Jean Christian	036-ECL	EC-472	05 533 58 16	Jcmboumba.ec472@gmail.com	MBOUMBA jean Christian (Pers. Physique)
30	MONDJO née OTSOA Imelda	037-ECL	EC-476	06 830 49 38	imeldamondjo@cabinetifac.com	IFAC (SEC)
31	MOUFOUMA Maclair Philippe	038-ECL	EC-478	06 620 89 98	maclairmoufouma@mam-ec.fr	MAM - EC (SEC)
32	NDAMBA Frédéric Thierry	039-ECL	EC-483	06 679 63 47	expertndamba@gmail.com	NDAMBA (Pers. Physique)
33	NGOULOUBI - MBIMA Arthur	040-ECL	EC-486	06 66642428	arthur@comptadual.com	NGOULOUBI - MBIMA (Pers. Physique)
34	N'ZAMBA IPALA Patrice	041-ECL	EC-490	05 538 66 65	patricenzamba@yahoo.fr	NZAMBA IPALA Patrice (Pers. Physique)
35	OGANGA LIMOUNA Raymond Michel	042-ECL	EC-494	06 696 25 11	mlorgroupecg@gmail.com	OGANGA Michel (Pers. Physique)
36	PORTELLA Jean Louis	044-ECL	EC-506	06 652 10 04	portellajeanolouis@gmail.com	PORTELLA Jean-Louis (Pers. Physique)
37	SEKET José Serges	045-ECL	EC-508	06 853 50 00	j.sergeseket@yahoo.fr	RAINBOW FINANCE (SEC)
38	SOUSSI-TCHAPI René	046-ECL	EC-509	05 557 78 79	rene_stchapi@yahoo.fr	SOUSSI-TCHAPI René (Pers. Physique)
39	TSIKABAKA KOUNDISSA Marius	048-ECL	EC-514	05 533 03 07	tsikabakam@yahoo.fr	TSIKABAKA KOUNDISSA Marius (Pers. Physique)
40	LIPIKA Armel Gherlys Paul	049-ECL	EC-516	05 521 75 41	alipikagp@gmail.com	LIPIKA (Pers. Physique)
41	QUENUM Hippolyte Hilaire	050-ECL	EC-534	05 613 07 93	hiquess@cairq-conseil.com	CAIRQ Conseil (SEC)
42	KOULIMAYA Guy Fellih	052-ECL	EC-536	06 679 77 99	koulimayag@yahoo.fr	KOULIMAYA (Pers. Physique)

## CONGO-EGYPTE

# Le président Abdel Fattah Al-Sissi salue la réélection de Denis Sassou N'Guesso

Le président de la République arabe d'Égypte, Abdel Fattah Al-Sissi, a félicité, lors d'un appel téléphonique, son homologue et frère Denis Sassou N'Guesso, selon ses termes, pour sa réélection à la tête de la République du Congo à l'issue de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars derniers.

Selon le porte-parole officiel de la présidence égyptienne, le président Al-Sissi a félicité le président Sassou N'Guesso pour sa victoire à l'élection présidentielle de mars, soulignant que celle-ci témoigne de la confiance du peuple congolais dans la poursuite du développement et de la prospérité sous sa direction.

« Le président Al-Sissi a également exprimé le souhait de l'Égypte de poursuivre sa collaboration avec la République du Congo afin de renforcer les liens de coopération entre les deux pays, conformément aux aspirations et aux intérêts des deux peuples frères, et de maintenir la coordination bilatérale dans les cadres régionaux et internationaux », rapporte le porte-parole. De son côté, souligne le porte-parole, le président Denis Sassou



Le président de la République arabe d'Égypte, Abdel Fattah Al-Sissi/DR

N'Guesso a exprimé sa profonde gratitude pour les félicitations du président égyptien, affirmant lui aussi la volonté de son pays de poursuivre le développement des relations avec l'Égypte dans divers domaines. Il a salué, lors de cet échange téléphonique, les liens fraternels qui unissent les deux pays et leurs peuples frères. Au cours de cet échange, les deux présidents ont discuté d'un certain nombre de questions régionales et internationales, insistant sur la nécessité de résoudre les conflits auxquels sont confrontés certains pays africains par des moyens pacifiques, de manière à préserver les ressources de leurs populations, à respecter leur souveraineté et à permettre le progrès et la prospérité.

Guy-Gervais Kitina

## BASSIN DU CONGO

## La Banque mondiale veut transformer l'économie forestière

Le Groupe de la Banque mondiale (BM) a approuvé, le 31 mars, une nouvelle opération de 394,83 millions de dollars destinée à transformer les économies forestières durables du bassin du Congo, en Afrique centrale.

Financé par l'Association internationale de développement (IDA), le Programme pour des économies forestières durables du bassin du Congo (SCBFEP) permettra, dans sa phase 1, d'améliorer la gestion forestière et de renforcer les chaînes de valeur forestières destinées à créer 220 000 emplois en République du Cameroun, en République centrafricaine (RCA) et en République du Congo.

« Cette première phase s'inscrit dans un programme plus vaste de 1,02 milliard de dollars visant à libérer les avantages économiques, climatiques et de moyens de subsistance du deuxième plus grand biome forestier tropical au monde », indique un communiqué de la BM, soulignant que l'initiative vise à démontrer que le développement économique durable et la gestion responsable des forêts peuvent, et doivent, aller de pair.

Cette nouvelle génération d'investissements forestiers va résolument au-delà d'une approche axée exclusivement sur la conservation et crée les conditions économiques pour rendre durable la gestion des forêts.

Selon l'institution financière internationale, les communautés marginalisées, les peuples autochtones et les communautés tributaires des forêts sont au cœur du programme.

Dans sa phase initiale, près de 8 millions d'hectares seront placés sous gestion durable. Le programme permettra également de réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre d'un équivalent de 17,6 millions de tonnes de CO2 et d'augmenter de 15 % la proportion de bois transformé légalement, tout en soutenant les entreprises forestières communautaires, les systèmes agroforestiers et les zones de transformation des PME.

Plus de 500 PME et 20

000 personnes dont 40 % de femmes auront accès à des formations, des financements et des infrastructures de chaînes de valeur, tandis que plus de 7 000 jeunes seront encouragés à entreprendre.

Ces projets ouvriront des emplois et des opportunités économiques aux 60 millions de personnes vivant dans le bassin du Congo et à proximité, longtemps laissées pour compte par la croissance. « Ce nouveau programme marque une étape importante pour le bassin du Congo, où les économies forestières durables créent des emplois, augmentent les revenus et renforcent la résilience de millions de personnes », a précisé Chakib Jenane, directeur régional du pôle Planète à la BM, ajoutant qu'en augmentant la production légale du bois, en améliorant la gouvernance et en investissant dans les compétences et le dévelop-

pement des entreprises, les pays peuvent ouvrir la voie à une prospérité inclusive et durable.

Le programme privilégie une démarche régionale structurée en facilitant des investissements coordonnés entre les trois pays concernés. Cette démarche s'appuie sur les mandats des principales institutions régionales telles que la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et la Commission des forêts d'Afrique centrale afin d'harmoniser les politiques forestières et d'optimiser la gouvernance transfrontalière.

« Le bassin du Congo est une ressource partagée, et sa viabilité dépend de la poursuite de politiques coordonnées et d'une étroite coopération régionale », a déclaré Marina Wes, directrice par intérim des programmes régionaux à la BM. « En renforçant les institutions régionales, le

programme améliore les normes du commerce du bois et crée une puissante plateforme d'apprentissage et de collaboration à travers le bassin », a-t-elle ajouté.

La nouvelle initiative s'aligne directement, toujours selon le communiqué, sur le Programme des défis mondiaux sur les forêts pour le développement, le climat et la biodiversité, tout en soutenant les stratégies de développement nationales et les engagements régionaux des pays participants, ainsi que leurs objectifs climatiques.

Doté d'un fort potentiel d'élargissement des opportunités du marché du carbone et de mobilisation des investissements à long terme du secteur privé dans la foresterie durable, il offre un modèle reproductible de la manière dont la création d'emplois, la prospérité partagée et les économies forestières peuvent progresser ensemble.

Guy-Gervais Kitina